

Interview de Jacques F. Poos: les trois piliers de l'Union européenne (Sanem, 16 avril 2004)

Source: Interview de Jacques F. Poos / JACQUES F. POOS, Étienne Deschamps, prise de vue : Alexandre Germain.- Sanem: CVCE [Prod.], 16.04.2004. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:06:04, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_jacques_f_poos_les_trois_piliers_de_l_union_europeenne_sanem_16_avril_2004-fr-1951ac6f-3fe4-4ca8-97b7-f1603cod3e64.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Jacques F. Poos: les trois piliers de l'Union européenne (Sanem, 16 avril 2004)

[Étienne Deschamps] Revenons quelques instants sur le traité de Maastricht et sur une question plus institutionnelle, puisqu'effectivement, en 1991, lors de cette CIG pour Maastricht, la présidence luxembourgeoise a introduit la notion, parfois obscure pour le grand public, des trois piliers de l'Union européenne. Quel était, à ce moment-là, l'objectif poursuivi par la délégation luxembourgeoise et par les pays qui soutenaient ce projet?

[Jacques F. Poos] Oui, il y avait surtout les pays qui soutenaient. C'était l'idée que la Communauté économique européenne était basée sur la méthode communautaire – imaginée par Jean Monnet, comme tout le monde le sait – avec une haute autorité, la CECA, maintenant la Commission, qui faisait des propositions au Conseil et au Parlement européen. Et puis, il y avait une décision à la fin d'un long processus sur cette proposition de la Commission. Alors, évidemment, les grands pays ne voulaient pas que la Commission ait un rôle de proposition en matière de politique étrangère. Ils ne voulaient pas que la Commission ait un rôle de proposition en matière d'immigration ou de lutte contre la criminalité ou de rapprochement des législations pénales. Et voilà pourquoi on a décroché tous ces deux grands domaines-là de la méthode communautaire. On a dit : «Ce sont quand même des domaines importants, on va introduire certaines règles. On ne va pas laisser cela aux pays, à leur gré, sans savoir ce qu'ils en feront. On veut faire une politique commune, mais alors intergouvernementale.» Et c'était la naissance des trois piliers. Ils sont dans le traité, mais ce n'est pas le même système que l'Union économique.

[Étienne Deschamps] Et aujourd'hui, avec un peu plus de dix ans de recul, êtes-vous satisfait des résultats que ce système a engendré?

[Jacques F. Poos] Je ne suis pas satisfait, mais c'est mieux que rien. Il a certaines réussites à son actif mais, malheureusement, il reste figé et je ne vois pas comment on pourrait, dans un prochain traité, réunifier les piliers. La Convention n'a pas réussi à le faire non plus et la Conférence intergouvernementale ne fera pas mieux que la Convention.

[Étienne Deschamps] On devra donc se satisfaire de ce système bancal?

[Jacques F. Poos] Je suis très déçu par ce système et je suis convaincu qu'il sera surmonté à l'avenir, à moyen terme, parce que là il y aura une Union européenne qui devra être le vrai pendant de la Chine, des États-Unis, de la Russie et elle doit parvenir à un mécanisme qui lui permette de parler avec une seule voix. Et ça ne peut pas être l'unanimité.

[Étienne Deschamps] Là c'est le sort de la situation de l'Europe en tant que telle sur l'échiquier mondial qui se joue à travers ce mécanisme a priori très institutionnel, mais qui en pratique a des conséquences géopolitiques...

[Jacques F. Poos] ...énormes parce qu'on n'est pas pris au sérieux. Parce qu'à chaque instant quelqu'un peut se débiter et casser une position commune. Je vous donne un exemple concret: on avait une position commune sur le plan de route sur le Proche-Orient – le conflit israélo-palestinien. Les Européens sont d'accord, le Parlement européen a voté une résolution qui avait un rapporteur espagnol, qui a donné son aval à cette «roadmap» du quartet – le quartet étant les États-Unis, la Russie, l'Union européenne et les Nations unies. Et voilà que monsieur Sharon visite le président des États-Unis et casse la «roadmap» et reçoit l'aval de George Bush sur le maintien d'un certain nombre de colonies illégales en Cisjordanie. Et monsieur Blair, le lendemain, dit que c'est un plan original qu'il appuie. Alors il sort, comme ça, par la petite porte, d'une position commune sans qu'il y ait eu au préalable une réunion des ministres des Affaires étrangères ou du Conseil européen. On a une position commune et quelqu'un la casse et rallie le président des États-Unis. Mais c'est inadmissible! Ça casse toute crédibilité de l'Union européenne.

[Étienne Deschamps] Et cela sans concertation au préalable et sans conséquences sur le plan européen? Sans conséquences directes?

[Jacques F. Poos] Sans conséquences ... Le jour où on parle aujourd'hui, par hasard, il y a une réunion informelle des ministres des Affaires étrangères en Irlande et j'espère qu'il y aura une réaction forte. Mais quelle réaction forte lorsque les Britanniques disent qu'ils sont derrière Sharon. Je ne vois pas! Donc, on va de mal en pis si on n'arrive pas à casser cette règle de l'unanimité.